



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.349/2
du 2 mai 2022

advies 71.349/2
van 2 mei 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif à
l'initiative citoyenne
européenne au sens du
règlement
européen (UE) 2019/788
du Parlement européen et du
Conseil du 17 avril 2019
relatif à l'initiative citoyenne
européenne'

een voorontwerp van wet
'betreffende het Europees
burgerinitiatief in de zin van
de Europese
verordening (EU) 2019/788
van het Europees Parlement en
de Raad van 17 april 2019
betreffende het Europees
burgerinitiatief'

Le 6 avril 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à l'initiative citoyenne européenne au sens du Règlement européen (UE) n° 2019/788 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'initiative citoyenne européenne'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 mai 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 mai 2022.

*

Op 6 april 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende het Europees burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) 2019/788 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende het Europees burgerinitiatief'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 mei 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 mei 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet à l'examen confie, dans plusieurs de ses dispositions¹, l'exécution de certaines missions à la « DG Institutions et Population » telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, 2^o (« la Direction générale Institutions et Population du Service public fédéral Intérieur »).

Comme la section de législation l'a souvent rappelé, l'article 37 de la Constitution s'oppose à ce que le législateur attribue directement des missions d'exécution à l'administration. Il appartient en effet au pouvoir exécutif de régler lui-même le fonctionnement et l'organisation de ses services.

Le législateur doit donc se limiter à charger le Roi d'exécuter ces missions ou de faire exécuter celles-ci par des services du pouvoir exécutif fédéral que le Roi désigne.

L'avant-projet sera revu afin de se conformer à ces principes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 3

1. Le paragraphe 1^{er} énonce que

« [I]es citoyens peuvent soutenir des initiatives citoyennes européennes en signant un formulaire papier ou en remplissant en ligne un formulaire de soutien, soit par le biais du système central de collecte en ligne, soit au moyen d'un système particulier de collecte en ligne ».

L'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/788 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 'relatif à l'initiative citoyenne européenne' prévoit que tout citoyen de l'Union qui est en âge de voter aux élections au Parlement européen a le droit de soutenir une initiative en signant une déclaration de soutien, conformément audit règlement².

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Il s'agit de l'article 4 (certification des systèmes particuliers de collecte en ligne), de l'article 5 (contrôle de la validité des déclarations de soutien) et de l'article 6 de l'avant-projet (point de contact pour informer et assister gratuitement les groupes d'organiseurs qui souhaitent initier une initiative citoyenne européenne).

² Voir les articles 2, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, 9, paragraphe 1, 10 et 11 du règlement (UE) 2019/788.

D'après l'article 9, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/788, les déclarations de soutien peuvent être signées en ligne ou sur papier. Seuls les formulaires conformes aux modèles figurant à l'annexe III peuvent être utilisés aux fins de la collecte des déclarations de soutien (article 9, paragraphe 2) ; il est toutefois précisé à l'alinéa 5 du paragraphe 2 du même article que l'annexe III ne s'applique pas lorsque les citoyens soutiennent une initiative en ligne à l'aide du système central de collecte en ligne tel qu'il est visé par l'article 10 du règlement, en utilisant leurs moyens d'identification électronique décrits au paragraphe 4 du même article 10.

Lorsqu'en revanche un groupe d'organiseurs n'utilise pas le système central de collecte en ligne, il peut collecter les déclarations de soutien en ligne dans plusieurs États membres ou dans l'ensemble de ceux-ci au moyen d'un système particulier de collecte en ligne, conformément à l'article 11 du règlement (UE) 2019/788.

Conformément à l'article 288, alinéa 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, le règlement européen a une portée générale, il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.

Il n'appartient dès lors pas, en principe, à l'auteur de l'avant-projet de reproduire un règlement européen en droit interne. Une telle reproduction de règles européennes ne peut être admise que si la lisibilité de l'avant-projet le commande, auquel cas il sera explicitement fait référence aux dispositions reproduites du règlement de manière à ce que la nature de ces dispositions demeure identifiable.

Par ailleurs, il convient encore de s'assurer que ladite reproduction soit fidèle à ce que prévoit le règlement. En l'espèce, il n'apparaît pas que ce soit le cas dans la mesure où, comme il est exposé ci-avant, il ressort des articles 9, paragraphe 2, alinéa 5, et 10, paragraphe 4, a), du règlement (UE) 2019/788 que la possibilité d'utilisation du formulaire n'est pas applicable lorsque les citoyens soutiennent une initiative en ligne à l'aide du système central de collecte en ligne en utilisant leurs moyens d'identification électronique³. Or tel qu'il est rédigé, l'article 3, § 1^{er}, prévoit que, dans tous les cas, le dépôt d'un formulaire en ligne est possible, que ce soit par le biais du système central de collecte en ligne, sans distinguer l'hypothèse de l'utilisation par les citoyens de leurs moyens d'identification électronique de l'hypothèse où tel n'est pas le cas, ou au moyen d'un système particulier de collecte en ligne.

L'article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet sera revu à la lumière de cette observation en précisant aussi les dispositions du règlement auxquelles il entend faire écho.

2. À l'alinéa 2 du paragraphe 2, les mots « ou document visé à l'alinéa 2 » seront remplacés par les mots « visé à l'alinéa 1^{er} ».

3. À l'alinéa 4 du même paragraphe 2, il sera plus précisément fait référence à l'article 19, paragraphes 5 et 7, du règlement (UE) 2019/788, qui règle les délais de conservation des données fournies dans les déclarations de soutien.

³ Ceci ressort également de l'article 3, § 3, de l'avant-projet.

Article 4

À l'article 4, *in fine*, il sera utilement renvoyé, à des fins de bonne compréhension du texte, à l'article 11, paragraphe 4, du règlement (UE) 2019/788, qui précise ce que doivent garantir les « dispositifs de sécurité et techniques adéquats » dont un système particulier de collecte en ligne doit être doté.

Article 5

Le 2° du paragraphe 2 exige que, pour pouvoir émettre une déclaration de soutien valable à une initiative citoyenne européenne, les signataires doivent, entre autres, résider dans l'un des États membres de l'Union européenne.

Le commentaire de l'article justifie cette condition de participation comme suit :

« L'article 2.1 du Règlement prévoit toutefois que 'Tout citoyen de l'Union qui est au moins en âge de voter aux élections au Parlement européen a le droit de soutenir une initiative en signant une déclaration de soutien, conformément au présent règlement', ce qui implique qu'il faille tout de même vérifier si le signataire est ou non résident d'un État membre de l'Union européenne. Le présent projet de loi a été adapté en conséquence, et permet la consultation de la donnée relative au fait d'être résident EU ou non ».

Il ne ressort pas de l'article 11, paragraphe 4, du Traité sur l'Union européenne ⁴ ni du règlement (UE) 2019/788 que les citoyens de l'Union doivent résider dans l'un des États membres de l'Union européenne pour pouvoir émettre une déclaration de soutien valable à une initiative citoyenne européenne.

Par ailleurs, contrairement à ce que laisse entendre le commentaire de l'article, la notion de citoyenneté européenne n'est pas fonction de la résidence de l'individu concerné mais uniquement de sa nationalité, à savoir celle d'un État membre de l'Union européenne ⁵.

Il résulte de ce qui précède que la condition relative à la résidence du signataire de la déclaration n'est pas admissible et doit être omise.

L'article 5, § 2, 2°, et § 4 ⁶, de l'avant-projet sera revu en conséquence.

⁴ Cette disposition énonce que

« [d]es citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités ».

⁵ Voir l'article 9, deuxième phrase, du Traité sur l'Union européenne, aux termes duquel « [e]st citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre ».

⁶ L'article 5, § 4, autorise l'accès aux informations relatives à la résidence principale contenues à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques' afin de vérifier que les signataires « résident effectivement sur le territoire d'un des États membres de l'Union européenne ».

OBSERVATION FINALE

Dans l'avis 51.706/2 donné le 13 août 2012 sur l'avant-projet devenu la loi du 14 janvier 2013 'relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen (UE) n° 211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011', abrogée par l'article 7 de l'avant-projet, la section de législation avait formulé l'observation finale suivante :

« En application de l'article 14 du règlement (UE) n° 211/2011 du 16 février 2011, les États membres doivent veiller à mettre en place les sanctions appropriées audit règlement, ces sanctions devant être effectives, proportionnées et dissuasives.

Les dispositions de l'avant-projet examiné restent muettes quant à ces sanctions.

Afin d'assurer la complète information tant des parlementaires lors de l'adoption du projet que de la Commission européenne lors de la notification prévue par l'article 21 du Règlement (UE) n° 211/2011 du 16 février 2011, il conviendrait que l'exposé des motifs soit complété afin de préciser en quoi l'arsenal répressif existant répond aux exigences de l'article 14 du règlement (UE) n° 211/2011 du 16 février 2011 » ⁷.

Cette observation doit être *mutatis mutandis* réitérée en l'espèce dans la mesure où le dernier alinéa du commentaire général de l'exposé des motifs, selon lequel « il y a lieu de noter que l'arsenal pénal belge actuel permet déjà à suffisance de rencontrer » l'exigence figurant au paragraphe 6 de l'article 5 du règlement (UE) 2019/788 de prévoir des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives en cas d'infraction, ne peut être considéré comme donnant une réponse satisfaisante à l'observation finale de l'avis 51.706/2.

Il convient de compléter le commentaire en énonçant de manière générale à quelles dispositions pénales précises il convient particulièrement de se référer pour établir que « l'arsenal pénal belge » permet à suffisance de rencontrer les exigences déduites du règlement européen concerné.

*

⁷ Avis 51.706/2 donné le 13 août 2012 sur l'avant-projet devenu la loi du 14 janvier 2013 'relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen (UE) n° 211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011' (Doc. parl., Chambre, 2012-2013, n° 53-2435/001, pp. 16 et 17 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51706.pdf>).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

In verschillende bepalingen¹ van het voorliggende voorontwerp wordt de uitoefening van een aantal opdrachten toevertrouwd aan de “AD Instellingen en Bevolking”, zoals deze wordt gedefinieerd in artikel 1, 2° (“de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken”).

De afdeling Wetgeving heeft al meermaals herhaald dat artikel 37 van de Grondwet eraan in de weg staat dat de wetgever bepaalde uitvoeringstaken rechtstreeks aan de administratie opdraagt. Het staat immers aan de uitvoerende macht zelf de werkwijze en de organisatie van haar diensten te regelen.

De wetgever dient er zich dus toe te beperken de Koning op te dragen die taken uit te voeren of te laten uitvoeren door diensten binnen de federale uitvoerende macht die de Koning aanwijst.

Het voorontwerp moet worden herzien zodat het conform die beginselen is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 3

1. Paragraaf 1 luidt als volgt:

“Burgers kunnen Europese burgerinitiatieven steunen door een formulier op papier te ondertekenen of door online een steunbetuigingsformulier in te vullen, hetzij via het centraal online verzamelsysteem, hetzij door middel van een individueel online verzamelsysteem”.

Artikel 2, lid 1, van verordening (EU) 2019/788 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 ‘betreffende het Europees burgerinitiatief’ stelt dat iedere burger van de Unie die de kiesgerechtigde leeftijd voor de verkiezingen voor het Europees Parlement heeft

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Het gaat om artikel 4 (certificering van de individuele online verzamelsystemen), artikel 5 (verificatie van de geldigheid van de steunbetuigingen) en artikel 6 van het voorontwerp (contactpunt om de groepen organisatoren die een Europees burgerinitiatief willen indienen, kosteloos te informeren en bij te staan).

bereikt, het recht heeft een initiatief te steunen door overeenkomstig die verordening een steunbetuiging te ondertekenen.²

Volgens artikel 9, lid 1, van verordening (EU) 2019/788 kunnen steunbetuigingen zowel online als op papier worden ondertekend. Voor het verzamelen van steunbetuigingen mag alleen worden gebruikgemaakt van formulieren die beantwoorden aan de in bijlage III opgenomen modellen (artikel 9, lid 2); in de vijfde alinea van lid 2 van datzelfde artikel wordt evenwel nader gesteld dat bijlage III niet van toepassing is wanneer burgers een initiatief online steunen middels een centraal online verzamelsysteem als bedoeld in artikel 10 van de verordening, door gebruik te maken van hun elektronische identificatiemiddelen beschreven in lid 4 van datzelfde artikel 10.

Als een groep organisatoren daarentegen niet gebruikmaakt van het centrale online verzamelsysteem, kan zij online steunbetuigingen in meerdere of alle lidstaten verzamelen middels een individueel online verzamelsysteem, overeenkomstig artikel 11 van verordening (EU) 2019/788.

Overeenkomstig artikel 288, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie heeft een Europese verordening een algemene strekking, is ze verbindend in al haar onderdelen en is ze rechtstreeks toepasselijk in elke lidstaat.

Het staat derhalve in principe niet aan de steller van het voorontwerp om een Europese verordening in het intern recht over te nemen. Zulk een overname van Europese regelgeving is enkel aanvaardbaar wanneer ze de leesbaarheid van het voorontwerp ten goede komt. In dat geval dient uitdrukkelijk te worden verwezen naar de overgenomen bepalingen van de verordening zodat de aard van die bepalingen herkenbaar blijft.

Voorts dient er ook nog op te worden toegezien dat die overname een waarheidsgetrouwe weergave is van hetgeen in de verordening wordt bepaald. *In casu* lijkt dat niet het geval te zijn in zoverre, zoals hiervoor is uiteengezet, uit de artikelen 9, lid 2, vijfde alinea, en 10, lid 4, a), van verordening (EU) 2019/788 blijkt dat de mogelijkheid om het formulier te gebruiken niet van toepassing is wanneer de burgers een initiatief online steunen middels een centraal online verzamelsysteem, door gebruik te maken van hun elektronische identificatiemiddelen.³ Artikel 3, § 1, is echter zo gesteld dat het hoe dan ook mogelijk is een formulier online in te dienen, hetzij via het centraal online verzamelsysteem, zonder onderscheid te maken naargelang de burgers al dan niet gebruikmaken van hun elektronische identificatiemiddelen, hetzij door middel van een individueel online verzamelsysteem.

Artikel 3, § 1, van het voorontwerp dient in het licht van deze opmerking te worden herzien zodat het ook preciseert bij welke bepalingen van de verordening het aansluit.

2. In het tweede lid van paragraaf 2 dienen de woorden “of document bedoeld in het tweede lid” te worden vervangen door de woorden “bedoeld in het eerste lid”.

² Zie de artikelen 2, lid 1, eerste alinea, 9, lid 1, 10 en 11 van verordening (EU) 2019/788.

³ Dat blijkt ook uit artikel 3, § 3, van het voorontwerp.

3. In het vierde lid van diezelfde paragraaf 2 dient meer bepaald te worden verwezen naar artikel 19, leden 5 en 7, van verordening (EU) 2019/788, dat de bewaartermijnen regelt van de gegevens die in de steunbetuigingen worden verstrekt.

Artikel 4

In artikel 4, *in fine*, zou voor een goed begrip van de tekst moeten worden verwezen naar artikel 11, lid 4, van verordening (EU) 2019/788, dat preciseert wat moet worden gewaarborgd door de “passende technische en veiligheidsvoorzieningen” waarover een individueel online verzamelsysteem dient te beschikken.

Artikel 5

Punt 2° van paragraaf 2 schrijft onder meer voor dat, om een geldige steunbetuiging voor een Europees burgerinitiatief te kunnen uitbrengen, de ondertekenaars in een lidstaat van de Europese Unie moeten wonen.

In de bespreking van dat artikel wordt die voorwaarde van participatie als volgt gerechtvaardigd:

“Artikel 2.1. van de verordening bepaalt echter het volgende: ‘Iedere burger van de Unie die ten minste de kiesgerechtigde leeftijd voor de verkiezingen voor het Europees Parlement heeft bereikt, heeft het recht een initiatief te steunen door overeenkomstig deze verordening een steunbetuiging te ondertekenen’, en dat impliceert dat er toch dient te worden gecontroleerd of de ondertekenaar al dan niet inwoner is van een lidstaat van de Europese Unie. Dit ontwerp van wet werd dienovereenkomstig aangepast, namelijk met de toelating om het gegeven te raadplegen betreffende het feit dat men al dan niet EU-inwoner is”.

Noch uit artikel 11, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie,⁴ noch uit verordening (EU) 2019/788 vloeit voort dat de burgers van de Unie in een van de lidstaten van de Europese Unie moeten wonen om een geldige steunbetuiging voor een Europees burgerinitiatief te kunnen uitbrengen.

Voorts is het zo dat, in tegenstelling tot hetgeen de bespreking van het artikel suggereert, het begrip Europees burgerschap niet afhangt van de woonplaats van het betrokken individu, maar enkel van zijn nationaliteit, te weten die van een lidstaat van de Europese Unie.⁵

⁴ Die bepaling luidt als volgt:

“Wanneer ten minste één miljoen burgers van de Unie, afkomstig uit een significant aantal lidstaten, van oordeel zijn dat inzake een aangelegenheid een rechtshandeling van de Unie nodig is ter uitvoering van de Verdragen, kunnen zij het initiatief nemen de Europese Commissie te verzoeken binnen het kader van de haar toegedeelde bevoegdheden een passend voorstel daartoe in te dienen”.

⁵ Zie artikel 9, tweede zin, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, waarin staat dat “[b]urger van de Unie (...) eenieder [is] die de nationaliteit van een lidstaat bezit”.

Uit hetgeen voorafgaat vloeit voort dat de voorwaarde betreffende de woonplaats van de ondertekenaar van de steunbetuiging niet aanvaardbaar is en moet worden geschrapt.

Artikel 5, § 2, 2°, en § 4,⁶ van het voorontwerp moet bijgevolg worden herzien.

SLOTOPMERKING

In advies 51.706/2, op 13 augustus 2012 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 januari 2013 ‘betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011’, die bij artikel 7 van het voorontwerp wordt opgeheven, heeft de afdeling Wetgeving de volgende slotopmerking geformuleerd:

“Krachtens artikel 14 van verordening (EU) nr. 211/2011 van 16 februari 2011 dienen de lidstaten ervoor te zorgen dat op de overtreding van die verordening passende sancties staan, die doeltreffend, evenredig en afschrikkend dienen te zijn.

In de bepalingen van het voorliggend voorontwerp staat niets over dergelijke sancties.

Teneinde ervoor te zorgen dat de parlementsleden volledig ingelicht zijn wanneer zij het ontwerp aannemen en dat de Europese Commissie volledig ingelicht wordt bij de kennisgeving waarin artikel 21 van verordening (EU) nr. 211/2011 van 16 februari 2011 voorziet, zou de memorie van toelichting aldus aangevuld moeten worden dat nauwkeurig aangegeven wordt in welk opzicht het bestaande arsenaal aan straffen aan de vereisten van artikel 14 verordening (EU) nr. 211/2011 van 16 februari 2011 beantwoordt”.⁷

Die opmerking moet hier *mutatis mutandis* worden herhaald in zoverre men er niet van kan uitgaan dat aan de slotopmerking van advies 51.706/2 afdoend wordt tegemoetgekomen met de laatste alinea van de algemene bespreking van de memorie van toelichting, volgens welke “erop [moet] worden gewezen dat het huidige Belgisch strafrechtelijk arsenaal al voldoende mogelijkheden biedt om (...) te voldoen” aan het vereiste dat vervat ligt in lid 6 van artikel 5 van verordening (EU) 2019/788, namelijk te voorzien in doeltreffende, evenredige en afschrikkende sancties in geval van inbreuken.

⁶ Bij artikel 5, § 4, wordt toegang verleend tot informatie betreffende de hoofdverblijfplaats, vervat in artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen’, teneinde te kunnen nagaan of de ondertekenaars “daadwerkelijk op het grondgebied van één van de lidstaten van de Europese Unie wonen”.

⁷ Advies 51.706/2, op 13 augustus 2012 gegeven over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 januari 2013 ‘betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011’ (*Parl. St. Kamer* 2012-13, nr. 53-2435/001, 16 en 17; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51706.pdf>).

De bespreking dient te worden aangevuld zodat ze op algemene wijze aangeeft naar welke precieze strafbepalingen in het bijzonder moet worden verwezen als bewijs dat het “Belgisch strafrechtelijk arsenaal” op afdoende wijze kan tegemoetkomen aan de vereisten die voortvloeien uit de betrokken Europese verordening.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT